

Centre Dentaire
QUARTIER DE LA SANTÉ

**GRAND OUVERT...
SELON VOTRE HORAIRE**

Dre GINETTE MARTIN
B.A., B.Sc., D.M.D., Fellow ICOI
Chirurgienne dentiste

1037, St-Denis, #203, Montréal, H2X 3H9
T 514.284.1975 • F 514.284.1818
CENTREDENTAIREDUQUARTIERDELASANTE.COM

EM Échos Montréal

VOL. 30 NO. 7
JUILLET 2023
30 ANS!
PRÈS DE
100 000
LECTEURS

LES RÉSIDENCES

ENGAGEMENT 1%
Augmentation annuelle de loyer*
de base garantie jusqu'en 2026

Les Résidences Soleil Manoir Plaza
505, rue Sherbrooke Est, Mtl

65 ans+ >>> Lire p.9

LUTTE À FINIR AVEC CES GÉANTS DU WEB P.5, 13

**CLINIQUE DENTAIRE
DU VIEUX-MONTRÉAL**

UNE VISITE CHEZ NOUS
VOUS FERA SOURIRE

Gamme complète de traitements dentaires
Nous acceptons les nouveaux patients
et les urgences

Maintenant ouvert le samedi de 9h à 16h

400, rue St-Jacques Ouest, bureau 101
514-843-4895 Square-Victoria ☎

Dr. Michel Kakon
Dr. Lisa McGregor
Dr. Wendy Fox
Dr. Gabriel Kakon
Dentistes - généralistes

Dr. Karim Chalaby
Parodontiste

Première consultation gratuite *Valeur 74\$
WWW.CDVMONTREAL.CA

MONTRÉAL DU FUTUR

**3 GRANDS CHANTIERS,
10 000 LOGEMENTS** P.6-7

- **Éditorial: La crise du logement...** P.02
- **Éducation: Une réforme bienvenue** P.08
- **Immobilier: Une année difficile pour tous** P.10

Esplanade Cartier © Prevel.ca



MICHÈLE BOUCHARD
COURTIER IMMOBILIER
RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
514-983-5695



ELODIE BOUCHARD
MCGILL BCOM,
COURTIER IMMOBILIER RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
EBOUCHARDIMMO@GMAIL.COM • 514-688-5695



514-933-5800 | mbouchard@sutton.com | MBOUCHARD.CA

ÉDITORIAL

CRISE DU LOGEMENT : ESCALADE DE CRITIQUES INJUSTIFIÉES



■ Vincent Di Candido

Chaque année, à l'approche du 1^{er} juillet, on constate qu'un nombre de croissant de personnes, dont un nombre préoccupant de familles, ont de la difficulté à se trouver un logement à prix raisonnable.

C'est une situation qui sévit dans toutes les grandes villes du Québec, mais **qui prend une saveur encore plus singulière à Montréal** où l'augmentation tous azimuts des prix du parc immobilier a été particulièrement ressentie.

Pour plusieurs, c'est une autre occasion en or d'en attribuer la faute aux Caquistes et d'en profiter pour décrier le Gouvernement Legault, sans faire preuve du moindre discernement. **Pour étayer de sophisme leurs arguments biaisés, certains journalistes n'hésitent pas à dévoiler les détails personnels de plusieurs ministres devenus propriétaires de maisons de bonne valeur. Comme si c'était une tare de réussir sa vie!**

Il s'agit d'une manière complètement démagogique de tenter d'associer symboliquement dans l'esprit populaire les possessions immobilières des politiciens, avec la Crise du Logement. Et c'est déplorable. Ces gens ont choisi un domaine professionnel qui leur assure un salaire intéressant et ont tout à fait le droit de profiter des fruits de leur labeur. Au même titre, qu'un entrepreneur, qu'une femme d'affaires ou qu'un restaurateur qui auraient réussi.

D'AUTRES FACTEURS VIENNENT SE RAJOUTER EN COROLLAIRE, COMME LA RECRUESCENCE DE L'IMMIGRATION, CAUSANT UNE DEMANDE FORCÉMENT ACCRUE POUR DES LOGEMENTS VERSUS UNE OFFRE IMMOBILIÈRE RARÉFIÉE. L'AUGMENTATION DES SÉPARATIONS DE COUPLES A PU ELLE AUSSI JOUER SA PART...

Par exemple, faisant preuve de plus de nuances et d'une meilleure volonté analytique objective, Joseph Facal du *Journal de Montréal* faisait état des difficultés à mettre en chantiers des projets de logements à prix contrôlés, tout en ne connaissant pas en parallèle les coûts liés aux matériaux de construction et à l'entretien des bâtiments, qui ont explosé depuis plusieurs années, un phénomène accru à l'exponentiel depuis la crise pandémique.

D'autres facteurs viennent se rajouter en corollaire, comme la recrudescence de l'Immigration, causant une demande forcément accrue pour des logements versus une offre immobilière raréfiée. L'augmentation des séparations de couples a pu elle jouer aussi jouer sa part, doublant la recherche d'un appartement. **Et bien sûr la crise pandémique elle-même, qui est non seulement venue tarir massivement le nombre des mises en chantiers pendant plusieurs années, mais qui en plus s'est doublée de changements dans les orientations comportementales citoyennes**, au profit d'un plus grand désir de sédentarité. Et finalement, tout cela a aussi incité les banques à réagir, dont la Banque centrale du Canada, avec une montée en flèche des taux d'intérêts, qui nécessite conséquemment un plus gros investissement désormais pour l'achat d'une



© Alison Slattery - Tourisme Montréal

maison, la moyenne atteignant ainsi 500 000 \$, ce qui ne correspond plus du tout au salaire moyen des Québécois.

Les gens ont pris conscience du privilège de posséder son chez-soi, particulièrement alors que la société était semi-paralysée à domicile, et avec en corollaire un essor du modus operandi en télétravail, un constat qui incite beaucoup à ne pas vouloir déménager. Quand on a un logement, on veut le garder. Avec comme résultat une valeur soudainement sublimée des biens immobiliers, et une offre quantitative immobilière en chute libre versus un énorme boom de la demande pour l'accès à la propriété. Tout cela bien sûr s'est conjugué en cascades pour résulter en une explosion des prix du marché immobilier, tant pour l'achat que pour la location, les propriétaires voulant évidemment profiter de la manne soudaine.

Cela dit, la réponse gouvernementale n'a certes pas été sans anicroches. Nommément, le manque d'empathie de la Ministre de l'Habitation France-Élaine Duranceau, et son incapacité apparente à déchiffrer le climat ambiant, alors qu'elle suggérait essentiellement que les gens devraient simplement songer à s'acheter une propriété pour régler le problème et pouvoir décider eux-mêmes des conditions de leur chez-soi. C'est une déclaration qui fait preuve d'une troublante déconnexion de la Ministre, voire même d'une certaine condescendance inacceptable, envers la réalité quotidienne de la majorité des Québécois. Il serait bon que le Premier Ministre François Legault la ramène sur terre et lui fasse comprendre que ce n'est pas tout le monde qui dispose de son succès financier et son confort budgétaire.

Tout cela étant dit, il serait donc pertinent de faire une vraie rencontre exhaustive avec tous les grands décideurs dans ce domaine, en impliquant tous les paliers gouvernementaux pour l'élaboration d'un pacte social apte à mieux protéger la pérennité de logements sociaux à prix abordables et à assurer concrètement l'accès pour les familles à faible revenu à ce droit fondamental qu'est celui de se loger. C'est illusoire de croire qu'une baguette magique règlera ce problème qui touche bien des pays dans le monde. ■

Un journal communautaire distribué gratuitement comme **Échos Montréal** ne pourrait pas fonctionner sans le support de précieux partenaires, pour sa mission de diffusion d'information citoyenne.

Nous tenons à remercier le **Gouvernement du Canada**, le **Gouvernement du Québec** et la **Ville de Montréal**, pour leur aide, tant financière qu'au niveau des placements publicitaires.

LE COMBAT COURAGEUX DU CANADA FACE AUX GÉANTS DU WEB



Lilian Largier

La loi C-18, ou Loi sur les nouvelles en ligne, a pour but de forcer les entreprises d'internet à négocier avec le gouvernement canadien, afin qu'elles indemnisent les médias canadiens quand elles utilisent leurs contenus de nouvelles.

Mais *Meta*, la maison mère de *Facebook* et *Instagram*, et *Google* ne l'entendent pas de cette oreille. Ladite loi a été adoptée en juin dernier, et des négociations entre Ottawa et ces entreprises devaient permettre de régler les détails de son application, avant son entrée en vigueur. **Parmi les sujets mis sur la table, les contours de l'indemnisation que *Meta* et *Google* devront verser aux groupes de médias canadiens**, pour chaque lien partagé. *Meta* n'a pas souhaité s'asseoir à la table des négociations, bloquant sur ses plateformes tous les contenus des médias canadiens dans ses fils d'actualité, mettant directement ses menaces à exécution, après plusieurs tests.

Alphabet, la maison mère de *Google*, a indiqué qu'elle allait supprimer les liens d'actualités du Canada sur *Google Actualités*, et mettre fin aux accords qu'elle avait avec certains médias. Cette annonce est assez surprenante, car elle est arrivée à un moment où les négociations sont en cours avec le gouvernement du Canada. **Ce véritable bras de fer est scruté par tous les médias et gouvernements à travers le monde.** Car si le Canada arrive à faire appliquer sur son territoire une telle réglementation, déjà existante en Australie, certes à minima mais obtenue avec un appui fort de sa population; de nombreux pays à travers la planète pourraient lui emboîter le pas. Cette confrontation de «David contre Goliath» est donc plus équilibrée qu'il n'y paraît, les enjeux allant bien au-delà de nos frontières.

«Le monde entier observe le Canada. C'est pourquoi, dans les jours qui viennent, nous allons discuter avec les dirigeants politiques de différents pays. Certains d'entre eux préparent leurs propres projets de loi sur cette question. Différents projets de loi, mêmes défis. Le Canada se tient debout face à *Facebook* pour les bonnes raisons. Une presse libre et indépendante est fondamentale pour notre démocratie. ***Facebook* essaie d'envoyer un message, non seulement au Canada, mais aussi à la France, à l'Angleterre, à l'Allemagne et aux États-Unis. On va continuer à défendre notre position. Après tout, si le gouvernement ne défend pas les Canadiens contre les géants du web, qui le fera ?**», indique le ministre du Patrimoine du Canada, Pablo Rodriguez.



Pablo Rodriguez, Ministre du Patrimoine du Canada

La riposte menée au Québec et partout au pays

«Le Canada ose leur tenir tête et ils ne l'acceptent pas», poursuit M. Rodriguez. En réaction aux blocages des actualités, des groupes de médias présents au Québec comme *Cogeco*, *Québecor* (propriétaire notamment du *Journal de Montréal*), *La Presse* ou *CBC Radio-Canada* ont stoppé tous leurs placements publicitaires sur *Facebook* et *Instagram*. Ailleurs au Canada, *Postmedia* et le *Toronto Star* ont fait de même. Le gouvernement du Canada a lui suspendu ses publicités sur les plateformes de *Meta*, un geste courageux. **Le Gouvernement du Québec a fini par suivre, tout comme les Villes de Montréal, Québec, Laval, Longueuil et Gatineau, entre autres.**

«Le boycott des publicités ne va pas faire plier *Facebook*, explique Michaël Nguyen, le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). Mais le but est d'envoyer un message très clair au monde entier: nous sommes capables de nous tenir debout, donc vous êtes capables de vous tenir debout».

À l'origine de la loi C-18

***Meta* et *Google* accaparent 80 % des revenus publicitaires numériques, tout en relayant des nouvelles entièrement produites par des médias, sans aucun investissement.** Les deux firmes expliquent qu'elles offrent aux médias canadiens une visibilité qu'ils n'auraient jamais eue. *Facebook* évalue les redirections vers les médias canadiens à 1,9 milliard de clics ou à 250 millions de publicités offertes.

Les médias leur répondent que ces redirections ne sont pas ciblées et qu'ils ne récoltent qu'une petite partie du gâteau. «Mais ces parts minuscules que l'on pourrait récupérer avec la loi C-18, cela est assez pour continuer à faire de l'information. C'est ce dont les médias ont besoin», ajoute M. Nguyen.

La démocratie en péril

Toujours selon le président de la FPJQ, l'enjeu principal serait «le maintien de la démocratie», car les médias professionnels sont ceux qui fournissent à la population le service «qui découle du droit du public à l'information». La loi C-18 serait donc une nécessité pour une «saine démocratie».

Les réseaux sociaux laissent aussi passer de la désinformation. Si l'actualité produite par la presse traditionnelle n'est plus disponible sur leur plateforme, «il n'y restera que de la mésinformation», selon lui.

Facebook et *Google* se sont imposés au fil du temps comme un outil pour s'informer via les articles de journaux relayés sur leur plateforme. Au Canada, un tiers de la population (près du double pour les 35 ans et moins) s'informerait sur les réseaux sociaux, qui ont pris une position dominante.

«Les gens vont aller voter en se basant sur ce qu'ils voient sur les réseaux sociaux, sans contrôle, pour celui qui parle le plus fort, insiste M. Nguyen. Nous l'avons vu avec le scandale de *Cambridge Analytica* aux États-Unis, si on laisse l'algorithme décider ce que les gens voient et comment les influencer, cela n'est pas correct et il peut y avoir des récupérations à des fins politiques».

La survie des médias en dépendrait

«Les salles de nouvelles disparaissent à travers le pays et elles vont continuer à disparaître, le statu quo est absolument impossible. Les revenus s'en vont à deux compagnies du Web», regrette M. Rodriguez.

Pour rebondir sur le propose du ministre du Patrimoine, de nombreuses suppressions de postes ont été réalisées dans les médias comme à *Montreal Gazette*, *TVA*, *Bell Média*, ou envisagées aux *Coops de l'information* (CN2i), à *Métro*, au *Devoir* et au *Journal de Montréal*.

«Cela fait des années que l'on parle de suppressions de postes dans les médias, notamment une centaine cette année à travers le Québec. Les revenus publicitaires sont en chute, et les salles de presse sont obligées de couper dans les effectifs pour continuer à faire de l'information, car elles n'ont plus d'argent pour payer tout le monde», conclut M. Nguyen. ■



Michael Nguyen, Président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec

CHRONIQUE

DÉMOCRATIE BAFOUÉE CHEZ NOS COUSINS

■ Vincent Di Candido

Nous avons constaté ces dernières semaines la multiplication des incidents de violence en France, sous prétexte initial d'un événement réellement tragique, la mort d'un jeune de 17 ans, Nahel, abattu par un policier qu'il serait un euphémisme de qualifier de trop zélé. Comme toujours cependant lorsque de tels événements arrivent, l'indignation populaire a été reprise à leur compte par tout le lot habituel des perpétuels nihilistes, anarchistes et autres contestataires, dont bien sûr les voyous qui veulent surtout en profiter pour faire du cassage et piller des magasins.

Malheureusement, il semble que ce genre d'éclatement social soit voué à croître dans notre époque moderne alors que les nombreux clivages sont de plus en plus prononcés; entre la gauche et la droite; entre le wokisme d'extrême-gauche et le puritanisme fréquemment teinté de racisme de l'extrême-droite; entre les riches et les pauvres; entre les jeunes et les vieux; entre les corporations et les consommateurs.

Dans le cas présent, on recycle une recette connue en utilisant à son propre compte la colère bien réelle qui sévit dans les « cités », ces fameux quartiers pauvres à forte densité ethnographique de communautés arabes et africaines, où les jeunes se sentent souvent confrontés à un manque de perspectives encourageantes pour leur futur. Puis après avoir bien moussé à l'exponentiel ce contexte explosif, on en profite ensuite pour faire de la casse et piller.

Le prétexte officiel est de protester contre le Gouvernement, de faire supposément entendre sa voix pour réclamer un meilleur sort pour soi-même et sa communauté. **Mais ne soyons pas dupes, pour beaucoup il s'agit surtout simplement de vandaliser.** Le chaos social et l'anarchie sont les objectifs, casser pour le plaisir de casser, tout en profitant pour piller de magasins et s'en mettre plein les poches: iPhones, articles électroniques, bijoux. Elle a le dos large la protestation sociale, sachant qu'on pille et qu'on détruit le commerce ou le véhicule de simples citoyens qui tentent tant bien que mal de gagner leur pain quotidien.

Il ne s'agit pas ici de marginaliser la mort de ce jeune homme. Qualifier cela de regrettable bavure policière serait un euphémisme, ici on parle au niveau judiciaire d'homicide involontaire. C'est grave. Sauf que ça n'excuse pas, ni ne justifie les émeutes et les vols. Et il y a dans ce tragique événement une part de responsabilité partagée. On doit critiquer la mollesse et l'apathie du Gouvernement Macron, qui depuis beaucoup trop longtemps se contente du strict minimum et laisse mijoter et pourrir la situation dans les cités sans prendre de mesures concrètes.

Cela dit, la mère de Nahel n'est pas elle-même exempte de reproches. Bien qu'elle tente de le faire passer pour un saint, celui-ci malgré son jeune âge



© Toufik-de-Planoise

de 17 ans, avait un dossier criminel déjà lourd et bien rempli. Et il a refusé d'obtenir et roulait sans permis de conduire, ce dont sa mère avait pleinement conscience et qu'elle n'a rien fait pour empêcher. Son comportement présent est d'encourager en toute connaissance de cause les saccages actuels, et ne fait rien pour calmer les esprits fanatiques, sans égards pour les commerçants qui en sont d'innocentes victimes.

En attendant, cette violence sociale politisée ne fait qu'empirer un climat social déjà tendu, après toute la saga entourant les Gilets jaunes, ou les incartades électorales des partisans de gauche de Jean-Luc Mélenchon et de la candidate d'extrême-droite française **Marine Le Pen**, qui **en bénéficie largement** alors qu'elle est maintenant **en tête dans les sondages** de popularité électorale, chose que l'on aurait considérée improbable et aberrante il y a peine une décennie. Madame Le Pen, on le rappelle est une colocataire du dictateur russe Vladimir Poutine, et profite par ailleurs de généreuses contributions de ce dernier à sa caisse électorale, ce qui explique aisément le silence de celle-ci quant à la situation en Ukraine.

Il est minuit moins une pour le Gouvernement Macron. Celui-ci doit sensiblement améliorer sa performance et montrer plus de fermeté envers le chaos social ambiant, **avec des peines d'emprisonnement si nécessaires** pour discipliner les émeutiers, **et des amendes substantielles** devraient également être distribuées **aux parents** de ces anarchistes de pacotille. On devrait aussi sérieusement **étudier la possibilité d'expulser les familles sous visas temporaires** et qui n'affichent aucune gratitude envers l'accueil bienveillant d'une France qui leur a offert l'asile, ainsi que la liberté démocratique dont ils manquaient dans leurs pays d'origine. Une liberté et une démocratie que ces gens sont maintenant en train de bafouer. ■

EM Échos Montréal

Suite à la nouvelle réglementation mise en place par la Ville de Montréal, mettant fin aux circulaires (pour préserver l'environnement et diminuer le gaspillage de papier), nous avons mis en place un service postal dès le mois dernier remplaçant celui des dernières décennies via Publisac avec notre collaborateur, l'imprimeur *Transcontinental* pour la distribution du Journal. Par ailleurs, nos dépôts au nombre de 175, vont continuer dans les secteurs que nous desservons, soit le Centre-Ville, le Plateau, le Vieux-Montréal et le Centre-Sud.

Pour l'occasion, nous invitons les annonceurs des circulaires affectées à s'afficher dans Échos Montréal (gagnant de nombreux prix) et de profiter d'un rabais spécial de 30% pour un placement publicitaire. N'oubliez pas que notre journal est le seul distribué mensuellement depuis 30 ans dans Ville-Marie (couvrant politique, social, culturel et reconnu pour sa qualité professionnelle et son efficacité publicitaire).

N'hésitez pas à vous informer! 514-844-2133 ou publicite@echosmontreal.com



VIEUX-MONTRÉAL

Quartier avec vue



Photo : Sara Megan

vieuxmontreal.ca
[@levieuxmontreal](https://www.instagram.com/levieuxmontreal)



VIEUX-MONTRÉAL
SDC

10 000 NOUVEAUX LOGEMENTS DANS CENTRE-SUD, MAIS POUR QUI ?



■ Alexis Bataillé

Manon Massé, l'élue de la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques et le Comité Logement de Ville-Marie doutent que les trois nouveaux projets immobiliers qui pourraient représenter plus de 10 000 logements aux alentours du pont Jacques-Cartier ne correspondent pas aux besoins de la population du quartier.

Les développements en question sont le **Quartier des Lumières** entrepris par le *Groupe Mach* sur l'ancien terrain de Radio-Canada; l'**Esplanade Cartier** par *Prével*; et le **Redéveloppement Molson** sur l'ancien site de la brasserie du même nom par un consortium formé par *Groupe Sélection*, *MONTONI* et le Fonds immobilier de solidarité FTQ. Dans son ensemble le Quartier des lumières promet 3500 unités de logement, les 6 lots de l'Esplanade Cartier en totalisent environ 2000 et le redéveloppement de la brasserie Molson pourrait en inclure de 5000 à 6000.

Madame Massé, qui représente Sainte-Marie-Saint-Jacques à l'Assemblée nationale depuis 9 ans, semble plutôt critique des deux premiers projets. Pour le projet *Prével*, si elle considère qu'il y a certains points positifs comme le *Y des femmes*, puisque plusieurs parties du projet ont été approuvées avant l'adoption du règlement de la métropole mixte (RMM), elle considère que «ça ne répond pas aux besoins de la population de manière générale». Pour ce qui est du Quartier des lumières, la co-porte-parole de Québec solidaire rappelle que **lors de la vente du terrain par Radio-Canada, des lots étaient réservés pour construire du logement social**, mais que: «Malheureusement, parce que Québec n'était pas au rendez-vous, il n'y a pas l'argent pour construire les unités de logement. Encore là, pense-t-elle, ce n'est pas une bonne réponse pour le monde alentour qui n'arrive pas à se trouver une place avec l'augmentation fulgurante des loyers».

Projet Molson, le groupe Sélection mène à la confusion

L'avenir du projet sur le terrain de l'ancienne brasserie Molson est incertain. **Le redéveloppement est entre les mains de trois promoteurs**, le fonds de solidarité de la FTQ possède 30 % comme de *Montoni* et le *Groupe Sélection* qui est en difficulté en possède 40 %.

«Le *Groupe Sélection* est sous la protection de la loi contre ses créanciers, donc dans une position plus fragile» explique Josée Lagacé, la vice-présidente des communications de fonds de solidarité FTQ. Le démantèlement du *Groupe Sélection* a commencé depuis février dernier dans le but de réduire son importante dette d'un milliard de dollars.

Le fonds de solidarité de la FTQ, parmi d'autres partenaires de *Groupe Sélection*, a **démontré son intérêt pour le rachat**, en tout ou en partie, de propriétés du portefeuille de *Groupe* d'après un article du *Journal de Montréal*. Madame Lagacé indique tout de même qu'aujourd'hui, «on est trois partenaires et on va continuer à faire avancer le projet à trois partenaires».

Si Mme Lagacé affirme que «l'intention est de faire un projet à la Molson qui

serait emblématique pour les Montréalais.es, qui va permettre à toutes les générations et toutes les bourses de l'habiter», elle stipule aussi qu'il est «vraiment trop tôt pour déterminer le prix aux pieds carrés des unités».

Samuel Vanzin, un organisateur du Comité Logement de Ville-Marie (CLVM) éprouve certaines frustrations avec le processus de consultation, «il n'y a pas vraiment de vrais détails jusqu'à tant que ce soit déjà trop tard et que tout est déjà accepté».

Le CLVM critique envers le Fonds de Solidarité

M. Vanzin reproche au Fonds de la Solidarité d'agir comme le ferait n'importe quel autre acteur privé dans le secteur immobilier **en visant des taux de rendement qu'il considère comme absurdement élevés**. «Oui la pension

de vos travailleurs, mais vous êtes supposé avoir une vision sociale [...] surtout avec solidarité dans le nom» s'exclame-t-il. D'après lui, le Fonds devrait viser des rendements plus bas pour avoir une portée sociale plus grande.

Selon les dires de Mme Lagacé, 15 % des investissements du Fonds de Solidarité vont dans la construction du logement social communautaire et abordable, «c'est dans notre ADN et l'on tient mordicus à le faire» ajoute-t-elle. Cependant, Mme Lagacé ne peut pas clarifier quelle proportion sera du social, du communautaire et de l'abordable dans ce 15 %. La définition d'abordable qu'utilise la représentante du Fonds de solidarité est celle du *Programme d'habitation abordable du Québec* qui est basée sur le loyer moyen de la région et critiquée par beaucoup d'acteurs sociaux qui militent dans le contexte de la crise du logement

La vice-présidente dit avoir l'intention de respecter le RMM qui oblige les promoteurs à inclure 20 % de logements sociaux, 20 % de logements abordables et 20 % de

logements familiaux dans leurs projets immobiliers, mais affirme aussi qu'il est trop tôt pour déterminer quelle portion du projet va être destinée aux logements sociaux ou communautaires et au logement abordable.

Le visage de la crise dans Ville-Marie

Il y a une forte corrélation entre les problèmes reliés à l'itinérance qui sont particulièrement médiatisés dans le Village, mais aussi présents partout dans l'ouest de Ville-Marie **et la hausse des prix du logement** d'après M. Vanzin. L'organisateur dit avoir observé un dangereux mélange de facteurs qui s'amplifient l'un l'autre dans son arrondissement durant les dernières années, la hausse des loyers, la détresse psychologique du confinement, la drogue de moins bonne qualité qui contient du fentanyl, s'accumulent pour créer un cercle vicieux.

Pour la députée solidaire aussi, la connexion entre l'itinérance et la crise du logement est évidente; «tout le monde capote en voyant l'augmentation de l'itinérance, quand est-ce qu'on va poser la question de: où est-ce que ces gens-là vont habiter? Il n'y a pas de place, c'est sûr qu'ils se retrouvent dans la rue».

La vision de France-Élaine Duranceau, la ministre de l'Habitation, semble être à l'opposé de celle de Québec Solidaire et du CLVM. Suite au reportage de



Quartier des Lumières © Courtoisie groupemach.com

L'AVENIR DU PROJET SUR LE TERRAIN DE L'ANCIENNE BRASSERIE MOLSON EST INCERTAIN. LE REDÉVELOPPEMENT EST ENTRE LES MAINS DE TROIS PROMOTEURS, LE FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA FTQ POSSÈDE 30 % COMME DE MONTONI ET LE GROUPE SÉLECTION QUI EST EN DIFFICULTÉ EN POSSÈDE 40 %



« TRÈS MAJORITAIREMENT, LES PROMOTEURS QUI SONT SOUS L'OBLIGATION DU RMM VONT CHOISIR DE PAYER LA PÉNALITÉ AU LIEU DE CONSTRUIRE DU LOGEMENT SOCIAL SUR PLACE », RAPPELLE MME MASSÉ

Thomas Gerbet sur «l'allée du crack» qui faisait état de la cohabitation difficile entre les résidents au coin de la rue Charlotte et la rue Berger, dans l'arrondissement Ville-Marie, une journaliste a demandé à la ministre pourquoi le gouvernement n'investissait pas davantage dans la création de maisons de chambre. Mme Duranceau a répondu qu'«évidemment» la question relevait plus au ministre des Services sociaux Lionel Carmant».

Beaucoup d'amendes payées, pas beaucoup de logement créés

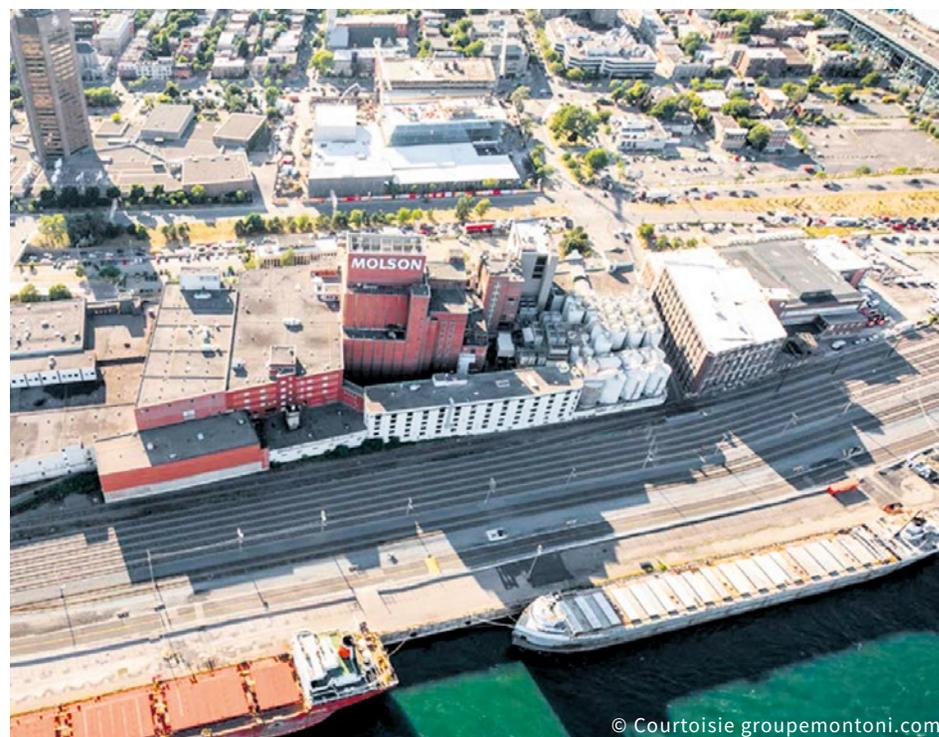
«Très majoritairement, les promoteurs qui sont sous l'obligation du RMM vont choisir de payer la pénalité au lieu de construire du logements social sur place», rappelle Mme Massé. En effet, d'après les chiffres compilés par le CLVM à partir des données ouvertes de la Ville de Montréal, **depuis la mise en place du RMM, une des phases de l'Esplanade Cartier est le seul projet** dans l'arrondissement Ville-Marie où la contribution financière permettant de contourner l'obligation du 20 % de logement social **n'a pas été payée**.

M. Vanzin souligne le cas du *Moden*, un projet immobilier de deux tours qui, d'après la Ville, comporte 126 logements et qui, pour ne pas se faire imposer des logements sociaux a déboursé 317 657\$. «C'est des montants qui sont assez absurdes», pense l'organisateur du CLVM.

D'après le site *livabl.com* 30 des 126 logements sont disponibles à l'achat, les prix sont en moyenne un peu en dessous de 300 000\$ pour un studio, un peu en dessous de 400 000\$ pour les logements avec une chambre, ils sont de 580 000\$ pour les logements à deux chambres et on peut dépasser les 750 000\$ pour un appartement avec trois chambres. **Une des intentions du RMM était d'obliger les promoteurs à inclure 20 % de logement social dans leurs projets**, donc environ 25 dans le cas du *Moden*, mais, **grâce à leur contribution, les promoteurs du projet n'ont eu qu'à déboursé la valeur d'un de leur studio de 435 pieds**.

Sortir de la crise en créant du logement ?

La construction de nouveau logement à elle seule ne nous sortira pas de la crise d'après Guillaume Hébert, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). «Les promoteurs privés, quand on les laisse aller tout seuls, ils vont se concentrer dans les segments du marché qui sont assurément haut de gamme qui sont inaccessibles à ceux qui en ont le plus besoin», explique-t-il. Comme le démontre leur fiche socio-économique, **le nombre de**



mise en chantiers de logement locatif a presque doublé depuis 2016, mais les prix continuent tout de même à augmenter.

Pour M. Vanzin, oui **il y a un manque de logement, mais la notion que le problème est seulement là est un peu idéologique**. «C'est comme du *trickle down Economics*, mais pour le logement, théoriquement ça peut sembler logique: des gens vont déménager dans des nouveaux condos plus dispendieux ce qui va libérer leurs anciens appartements moins chers pour quelqu'un d'autre». Il remarque que les choses ne sont pas si simples, c'est au changement de locataire qu'ont lieu les plus grandes hausses de loyers. Pour prouver son point, l'organisateur du CLVM cite le dernier rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement: (à Montréal) «pour les appartements de 2 chambres, il y avait un écart de 28 % entre le loyer moyen des logements ayant accueilli de nouveaux locataires».

L'embourgeoisement du Centre-Sud

Dans un contexte où très peu de logements sociaux se créent, la co-porte-parole de QS craint que «la nécessaire mixité sociale qui rend ma circonscription si vivante s'effrite avec le temps».

Mme Massé déplore aussi la gentrification dans sa circonscription, les gens de la classe populaire qui ont d'importants besoins en logement voient, «sous leurs nez», des logements auxquels ils n'auront jamais accès se faire construire. «Il y a quelque chose de très triste là-dedans», conclut-elle. **Elle insiste sur la nécessité de la mixité sociale**, ce n'est pas une mauvaise chose que des personnes avec différents types de budget aménagent dans le quartier, mais «il faut que les gens de classes populaires puissent encore faire leurs épiceries».

AGENT PUBLICITAIRE PIGISTE RECHERCHÉ



Le journal Échos Montréal est à la recherche d'un(e) agent(e) pigiste... à temps partiel pour trouver de nouveaux annonceurs.

Travailler au bureau 10 H/mois à 30\$/H
Expérience en vente un atout.
Commissions avantageuses!

Info: 514.844.2133 ou publicite@echosmontreal.com

ÉDUCATION : FINALEMENT UNE GRANDE RÉFORME



Mercedes Domingue

Finalement un projet de changement radical se pointe à l'horizon, annoncé par le Ministre de l'Éducation Bernard Drainville et approuvé par différents organismes incluant la FSE, dont la Présidente, Josée Scalabrini, qui dit souhaiter plus de français à l'école.

Cela mérite d'être mentionné en cette époque où le français n'a jamais été plus maltraité au Canada et à Montréal, alors que plusieurs écoles choisissent au contraire malgré tout de couper des heures à cette matière essentielle, pour accorder plus de temps à des programmes particuliers.

Parmi les changements que le ministre Drainville veut mettre en place, mentionnons : **une importance nettement accrue pour l'écriture journalière** en français ; **la révision exhaustive des programmes de français** au primaire et au secondaire ; de faire **porter une attention particulière** par les enseignants **sur les fautes de grammaire et d'orthographe** ; **d'intégrer la culture québécoise dans l'enseignement général** et du français (on pourrait ajouter également l'Histoire en général) ; **et de ne plus autoriser que les examens** se fassent en utilisant **des tablettes** pour s'aider, de porter attention à **résorber les** possibilités de **tricherie**, ou de **copiage**, ou même que les parents se substituent aux élèves pour la composition de textes ou l'accomplissement des devoirs.

C'est une nouvelle qui réjouit, après le laisser-aller navrant depuis de nombreuses années (décennies en fait), où tout ce que l'on a réussi à faire dirait-on,

c'est de produire une société beaucoup trop composée de cancre. Comment ne pas se désoler en effet, quand on constate une note de passage au niveau du secondaire de seulement 48 % en ce qui concerne la langue française et ses composantes. **On déplore aussi une désaffection de plus en plus prononcée des jeunes générations envers la lecture traditionnelle au profit de réseaux sociaux** dont la principale essence est l'instantanéité de la gratification sociale, au détriment de la qualité du langage et de la communication, et allant à l'encontre de la probité de l'information. On se retrouve donc avec une jeunesse qui parle de plus en plus mal, et est paradoxalement de moins en moins bien informée malgré la facilité d'accès médiatique dont elle dispose.

C'EST UNE NOUVELLE QUI RÉJOUIT, APRÈS LE LAISSER-ALLER NAVRANT DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES (DÉCENNIES EN FAIT)

lectuelle ou comportementale pour leur progéniture, on se retrouve malheureusement ainsi avec des prévisions d'avenir des plus inquiétantes quant aux capacités des nouvelles générations de disposer d'un bagage de connaissances adéquat, de raisonner de manière intelligente, ou même simplement de faire face aux aléas et aux écueils de la vie sans s'effondrer à la moindre difficulté.

La réforme suggérée par le Ministre de l'Éducation est donc plus que bienvenue et nécessaire. ■

Si l'on conjugue en outre cela avec le manque de rigueur scolaire depuis des décennies, et en filigrane **la désresponsabilisation parentale envers toute forme de discipline intel-**

Lors de votre prochaine visite dans le Vieux, ne cherchez plus...

VIEUXMONTREAL.CA/TROUVER

Photo : Sara Megan

vieuxmontreal.ca
@levieuxmontreal

LE VIEUX

VIEUX-MONTREAL
SDC

CHRONIQUE

DES BIXI BRUYANTS



BIXI Montréal © Courtoisie



■ Michel T.

Après des débuts hasardeux et une logistique initiale pour le moins chaotique, les vélos BIXI sont devenus une marque de commerce pour la Ville de Montréal et un symbole de succès pour l'administration Plante, qui peut se réjouir à juste titre d'avoir poussé et popularisé ce mode de transport non polluant et efficace, qui s'inscrit en outre dans une vision environnementale saine et proactive.

On n'abordera pas ici le problème corollaire du non-respect du Code de la route dont font preuve bon nombre de cyclistes, particulièrement sur le Plateau Mont-Royal. Le respect des arrêts-stop y est pratiquement inexistant et plusieurs cyclistes, semblant se croire uniques au monde et les seuls à avoir des droits, zigzaguent dangereusement proches des piétons et ne cèdent jamais le passage ni envers les automobilistes, ni envers les passants.

La situation est devenue telle que le SPVM a même récemment assigné deux ou trois patrouilleurs, le temps d'une journée, aux intersections les plus achalandées de l'avenue Laurier, pour avertir, voire même donner des contraventions aux cyclistes les plus délinquants. Une initiative qui n'avait que trop tardée à être effectuée et que nous félicitons au passage, en espérant qu'elle soit récurrente. Mais, bref... passons. Nous avons déjà fait mention de la cohabitation difficile avec les cyclistes, notamment dans nos éditions de août et de novembre 2022.

C'EST EXTRÊMEMENT DÉRANGEANT POUR DES RÉSIDENTS, PARTICULIÈREMENT QUAND LE SYSTÈME D'ENCLANCHEMENT EST DÉFECTUEUX, COMME C'EST PONCTUELLEMENT LE CAS, NÉCESSITANT QUE LES UTILISATEURS S'Y PRENNENT À PLUSIEURS REPRISES ET AVEC FORCE POUR TENTER ENFIN DE « BARRER » LE VÉLO DANS SA BORNE

Ce que j'aimerais aborder par contre, c'est les bruits occasionnés par l'enclanchement des vélos BIXI dans les points d'ancrage de leurs bornes respectives, et surtout déplorer le manque de réactivité et la mollesse de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal. Ça aussi c'est un sujet que nous avons abordé à plusieurs reprises, dont dans notre édition de mars 2022. Le mécanisme d'enclanchement des vélos BIXI génère un boucan considérable, qui dépasse fréquemment les 75 décibels, et qui, de par la popularité du concept BIXI, a lieu à toutes heures du jour, du soir, et même souvent de la nuit. C'est extrêmement dérangeant pour des résidents, particulièrement quand le système d'enclanchement est défectueux, comme c'est ponctuellement le cas, nécessitant que les utilisateurs s'y prennent à plusieurs reprises et avec force pour tenter enfin de « barrer » le vélo dans sa borne.

Or, une des installations BIXI les plus populaires est située sur l'avenue Laurier au coin de la rue de Brébeuf, juste en avant d'un immeuble d'habitations. Nous

avons mentionné à plusieurs reprises à quel point cela crée un vacarme nocturne dérangeant pour les résidents. Mais à ce jour, et malgré plusieurs plaintes ponctuelles de la part des locataires de l'immeuble, toujours aucune réaction de la part d'un arrondissement du Plateau Mont-Royal apathique, à commencer par le maire du Plateau Luc Rabouin.

Et c'est singulièrement choquant alors qu'en fait le problème est loin d'être difficile à régler. En effet, la solution la plus évidente, logique et aisée à réaliser serait simplement de déplacer le rack à BIXI une cinquantaine de mètres plus à l'Ouest, à un endroit qui par surcroît serait également plus pertinent c'est-à-dire en bordure du Parc Laurier, où il y a amplement d'espace pour ce faire et où les BIXI ne dérangeraient absolument personne. C'est incompréhensible que l'Arrondissement du Plateau Mont-Royal n'ait toujours pas réagi à ce propos, en plus l'espace actuel peut servir au stationnement de trois autos supplémentaires..

Par ailleurs, dans une perspective plus générale, la Ville de Montréal devrait prendre exemple sur les pays scandinaves ou la France (voir à Nice par exemple...) qui ont adopté un système technique amélioré où l'enclanchement des vélos est beaucoup fluide et silencieux, respectant ainsi le voisinage. Le vélo est système de transport pratique, convivial et éco-responsable, joignant l'utile à l'agréable. Il n'y a aucune raison, outre la paresse administrative, à ne pas le rendre encore plus efficace quand on en a la possibilité. ■

Abordable • Sécuritaire • Évolutive • Épanouissante • Familiale

Lci, tous les aînés ont les moyens

Emménagement immédiat

Appartements 1^{1/2} à 4^{1/2} abordables **65 ans+**

ENGAGEMENT 1% 2022 à 2026 LA FAMILLE SAVOIE

Nos conseillers, vous démontreront gratuitement que vous avez les moyens de vous offrir la retraite de vos rêves.

Visitez-nous! Sans engagements

1 800 363-0663 residencessoleil.ca

Les Résidences Soleil Manoir Plaza
505, rue Sherbrooke Est, Montréal

Prendre soin des autres, c'est de famille chez nous.

Court séjour d'essai à seulement **75\$/jour/personne** Inklus: 3 repas/jour, activités et commodités.

Boucherville • Brossard • Sainte-Julie • Mont St-Hilaire • Sorel • Granby • Sherbrooke • Musée (Sherbrooke) • Laval Plaza (centre-ville Montréal) • St-Léonard • St-Laurent • Dollard-des-Ormeaux • Pointe-aux-Trembles • Repentigny (nouveau)

* Consultez les détails sur notre site web.



LAISSEZ-NOUS
VOUS AIDER
À FAIRE FRUCTIFIER
VOS AFFAIRES,
PRENEZ CET ESPACE!

514.844.2133

ÉCHOS MONTRÉAL A 30 ANS!!

Nous sommes le seul Journal de quartier(s) au Cœur de Montréal rejoignant près de 100 000 lecteurs Papier & Internet avec 175 dépôts et une distribution porte-à-porte par Postes Canada.

Nous offrons depuis trente ans des articles pertinents locaux et nationaux qui ont permis d'obtenir de nombreux prix, dont distribution et efficacité publicitaire, et un service de grande qualité.

Annoncer, c'est efficace!

514-844-2133

publicite@echosmontreal.com

century21
IMMO-PLUS
Agence Immobilière

MAÎTRE VENDEUR 2022

CAROLE BAILLARGEON
Courtier immobilier agréé

514-912-5343
ÉVALUATION GRATUITE

carolebaillargeon.com

VOIR P. 11

«échos IMMO



UNE ANNÉE DIFFICILE POUR TOUT LE MONDE



■ Michèle Bouchard

Elodie Bouchard ■

Collaboration spéciale



Si vous êtes un vendeur, vous n'êtes probablement pas prêt à baisser votre prix de vente, mais ce sera inévitable. Tout comme pour la bourse, une correction s'imposait pour le marché immobilier du Canada. Malheureusement ce sera au tour des vendeurs d'avalier la pilule, mais ces derniers ont le gros bout du bâton depuis un bon bout de temps. Il est temps de rééquilibrer les choses. La patience est aussi de mise puisque la durée d'une inscription sur le marché se rallonge graduellement au fur et à mesure que l'année avance.

Le temps file et nous nous retrouvons déjà en plein milieu de l'année 2023. Les déménagements se terminent à peine, la crise du logement fait toujours et encore la Une, les taux d'intérêt font mal et la pluie nous surprend à tout bout de champ (quoique nous souhaitions de la pluie aux gens du Nord du Québec).

L'année est difficile pour tous les partis de l'immobilier

Si vous êtes un acheteur, votre pouvoir d'achat prend un coup chaque fois que les taux d'intérêt augmentent. Dépendant

de votre situation financière, deux millénariaux avec un revenu brut de 140 000 \$, pourraient voir une diminution de 70 000 \$ de leur pouvoir d'achat si leur taux passe de 3 % à 7 % (ceci dépend de vos dettes, revenus et autres). Combiné à l'inflation et à la situation économique préoccupante, ceci rend les acheteurs craintifs. D'ailleurs, l'APCIQ a annoncé qu'en juin 2023, il y a eu 10 % moins de vente qu'en juin 2022. De plus, les acheteurs ont plus de choix, puisque juste en juin il y a eu 32 % plus de nouvelles inscriptions.



Les clients n'y pensent peut-être pas, mais **l'année est difficile pour les courtiers aussi.** Il y a une raison pour quoi cette année un nombre record de courtiers ont abandonné la profession, soit deux fois plus que les années précédentes. Entre les coûts qui augmentent chaque année pour les permis, les cours et les dépenses (publicité, photos, etc.), il peut être difficile pour un courtier de continuer sa pratique quand les ventes se font plus rares. Il est vrai que l'immobilier est un travail lucratif, mais c'est prin-

cipalement le cas dans les bons temps. Plusieurs courtiers discutent avec nous et trouvent ça de plus en plus difficile, peu importe leur marché cible ou leur gamme de prix. Il faut avoir les reins solides pour passer au travers des temps comme ces jours-ci. **Les locataires, eux, se retrouvent toujours et encore dans l'eau chaude.** Autant les acheteurs et les vendeurs jouent à un jeu d'équilibre ou le pendule passe d'un côté à l'autre, les locataires sont toujours perdants. Le nombre de cas au tribunal administratif du logement continue de se multiplier surtout pour les évic-

LOCATIONS

54 LE ROYER OUEST – Magnifique local commercial, plus de 3000 pc, sur plusieurs niveaux, entrée privée, 8 bureaux fermés, salle de conférence, autre espace ouvert et plus encore. MLS 25360026. **8 500 \$ + tps et tvq/M - NOUVEAU**

4599 AV. CLANRANALD #518 – Condo, 2 chambres, 2 salles de bains, entièrement meublé et équipé, piscine ext., garage, balcon. Libre le 1 Août. MLS 24405953. **3 200 \$/M - LOUÉ**

750 COTE DE LA PLACE D'ARMES #51 – Condo, 2 chambres, 2 salles de bains, magnifique cuisine ouverte sur salon et salle à manger, luminosité. MLS 11965737. **3 500 \$/M (non meublé) et 4 000 \$/M (meublé) - LIBRE**

425 RACHEL EST – PLateau, 2 locaux commerciaux à louer, 1 de 1350 pc et l'autre de 1745 pc, entrée indépendante, vitrines, pignons sur rue. MLS # 20059665, MLS # 14486109. **3 500 \$ + tps et tvq/M et 4 500 \$/M + tps et tvq**

455 ST-PIERRE #170 – Le Caverhill, luxueux condo entièrement meublé et équipé, sur 2 niveaux, 2 chambres, 2 salles de bain et garage, tout inclus. MLS 13349943. **3 750 \$/M - LIBRE**

MICHÈLE BOUCHARD / 514-933-5800 COURTIER IMMOBILIER / GROUPE SUTTON CENTRE-OUEST INC. • mbouchard@sutton.com • VISITEZ LES TOURS VIRTUELS : **MBOUCHARD.CA**



tions non fondées. Les prix ont augmenté d'environ 30 % (tous types confondus) depuis l'été dernier selon les dernières nouvelles et les salaires n'ont clairement pas suivi.

J'aimerais vous dire que les choses iront mieux, mais je ne vends pas de salade. Comme dans maintes situations, les choses seront pires avant d'aller mieux. Le soleil sortira après la pluie, mais pour l'instant l'orage continue et il faut mettre son imperméable. ■

Contact : mbouchard.ca
mbouchard@sutton.com • ebouchardimmo@gmail.com

BRÈVES IMMOBILIÈRES

Le Canada et le Québec annoncent 308 millions de dollars pour la création de près de 1 600 logements abordables

La construction de 1581 logements sociaux et abordables, répartis en 54 projets partout au Québec est rendue possible grâce à un financement de plus de 308 millions de dollars du gouvernement du Canada, par l'entremise de la Troisième entente Canada-Québec concernant l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL), ainsi que les contributions du Québec.

Les sommes sont destinées à des logements pour les personnes vulnérables ayant des besoins particuliers en matière de logement, tels que mais pas limités aux femmes et aux enfants fuyant la violence, aux personnes en situation d'itinérance ou qui risquent de s'y trouver, aux personnes âgées, aux vétérans, aux immigrants récents, aux réfugiés, aux personnes handicapées, aux Canadiens noirs et aux Autochtones. **De cet investissement total de plus de 308 millions de dollars au Québec, un minimum de 57,4 millions de dollars sera affecté aux villes ci-dessous, lesquelles avaient été annoncées lors du lancement de la troisième phase de l'ICRL en novembre 2022.**

Ville de Montréal (28,3 millions) - Ville de Québec (8,1 millions) - Ville de Laval (7,8 millions) - Ville de Longueuil (7,3 millions) - Ville de Gatineau (5,9 millions)

«L'annonce d'aujourd'hui s'appuie sur deux phases fructueuses de l'ICRL, qui devraient permettre de créer près de 15 000 logements abordables dans tout le pays, dont près de 4 800 ici même au Québec. Ceci démontre notre engagement inébranlable à faire en sorte que personne au Québec ne soit laissé pour compte.» - **L'honorable Ahmed Hussen, ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion.** Les autres investissements prévus à la Troisième entente Canada-Québec concernant l'Initiative pour la création rapide de logements qui ne sont pas réservés aux villes mentionnées ci-dessus seront fournis aux municipalités, aux corps dirigeants et aux organisations autochtones, ainsi qu'aux organisations à but non lucratif afin de créer des projets de logements sociaux et abordables dans l'ensemble du Québec.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à financer le supplément au loyer pour certains ensembles résidentiels. Grâce à cette aide, les locataires admissibles ne consacreront que 25 % de leur revenu au logement. Cette annonce s'ajoute à celles des deux autres ententes Canada-Québec concernant l'Initiative pour la création rapide de logements conclues en 2020 et 2022. Celles-ci ont déjà mené à des investissements de près de 517 millions de dollars au Québec et entraînent actuellement la construction de plus de 3 200 logements sociaux et abordables partout au Québec.

Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement. ■



CAROLEBAILLARGEON.COM

ÉVALUATION GRATUITE!

Courtier immobilier agréé



MAÎTRE-VENDEUR 2022

Centurion : 2003-2004-2005-2006
2007-2008-2009-2011-2012-2013

Temple de la renommée 2007

1980, Notre-Dame Ouest

CAROLE BAILLARGEON
514-912-5343

RÉSIDENTE PENDANT 14 ANS DU VIEUX-MONTRÉAL

425STE-HELENE-210.COM



PRIX RÉVISÉ

CONDO de 555 pc, 1 chambre fermée, salon, salle à manger et cuisine à aire ouverte.
378 000\$ MLS 14814817

BESOIN
DE CONDOS
À VENDRE
OU À LOUER

81DEBRESOLESAPT.209.COM



TERRASSE

ORLÉANS, condo, 1074 p.c., 1 ch., 1 bureau, salon, s.à.m., cuisine fermée, terrasse 16' x 10'.
588 000\$ MLS 12238187

405-PRINCE-ARTHURO-5.COM



GHETTO MCGILL

CONDO, 1 ch. fermée, salon, s.à.m. et cuisine à aire ouverte, distance à pied de l'Université McGill.
398 000\$ MLS 15424545



DATE DE TOMBÉE :
08 AOÛT 2023

PROCHAINE PARUTION :
17 AOÛT 2023

ÉCHOS MONTRÉAL

est distribué gratuitement
100 000 lecteurs

Les opinions exprimées
n'engagent que leurs auteurs.

276, rue Saint-Jacques
Bureau 832
Vieux-Montréal (Qc)
H2Y 1N3

Tél. : 514-844-2133
publicite@echosmontreal.com
redaction@echosmontreal.com

Éditeur : Échos Montréal

Président :
Vincent Di Candido

Directeur administratif :
François Di Candido

Ventes et Marketing :
Bertin St-Amand,
François Di Candido,
CPS Media

Journalistes :

Mercedes Domingue,
Samuel Larochelle,
Lilian Largier, Alexis Bataillé,
Michel T.

Collaboration spéciale :
Michèle et Elodie Bouchard,
Francine Faucher

Conception graphique :
François Sauriol

Distribution :

Postes Canada,
Échos Distribution,
Messageries dynamiques

Impression :
Transcontinental

Dépôt légal, Bibliothèque
nationale du Québec,
Bibliothèque nationale
du Canada,
ISSN : 1198-8517



Participation financière du ministère
de la Culture et des Communications

Financé par le gouvernement du Canada

Canada

À NE PAS MANQUER EN AOÛT

■ Infrastructure cauchemardesque à Montréal ■ Bouillon de Culture



VÉLO ENFANT HANNAH MONTANA

Protège chaîne, petites roues, violet, freins avant/arrière, 25 \$.



VÉLO SUPERCYCLE ILLUSION

Enfant de 4 à 7 ans, panier, sonnette. En bon état. 35 \$.



VÉLO SPEED FREAK DE HOT WHEELS,

Frein avant et petites roues pour apprentissage. En bon état. 30 \$.



SÉCHEUSE WHIRLPOOL

Sécheuse blanche Whirlpool, très propre, en bon état, 150 \$.

**FAITES
VOUS
PLAISIR...**

**Appelez
514
844-2133**



SUPPORT À MANTEAUX, PORTE CHAUSSURES

Pliable pour rangement, en métal, artisanal, neuf, 80 \$.



REINHARD, 3^e DIMENSION, 1976

Musiciens, monochrome, 26" long x 18" haut. 100 \$.



JEANNINE WESSELMAN, ARTISTE INTERNATIONALE

en France et ailleurs... Exposée dans des musées. Scène intimiste « Happy Hour Barflies », 30"x40", style impressionniste, faites une offre !

CHRONIQUE

LA BATAILLE CONTRE LES GÉANTS DE L'INFORMATIQUE

■ De la part de tout le Conseil d'administration d'Échos Montréal

On tient à féliciter le Gouvernement canadien, le Premier Ministre Justin Trudeau et le Ministre du Patrimoine Pablo Rodriguez de se tenir debout avec courage et détermination et de tenir tête aux deux puissants conglomérats multimilliardaires de la diffusion en ligne que sont Google et Meta-Facebook, et leurs dérivés sur les réseaux sociaux (notamment Instagram). Le Gouvernement a agi en leader dans ce dossier en instaurant comme résolution d'y suspendre complètement la diffusion de publicités gouvernementales sur ces deux plateformes.

Rappelons le contexte : depuis des années, ces deux conglomérats piochent sans vergogne quantité de nouvelles de contenu canadien sur tous les organes médiatiques du pays, mais jamais verser le moindre sou en compensation aux médias canadiens, tout en récoltant la part du lion, près du 4/5 des recettes publicitaires, malgré en fait des résultats de performance publicitaire médiocres. Essentiellement, ces géants du Web s'enrichissent donc littéralement sur le dos des médias canadiens, alors que ceux-ci se retrouvent exsangues et avec des revenus publicitaires anémiques, tout en se tapant tout le travail journalistique.

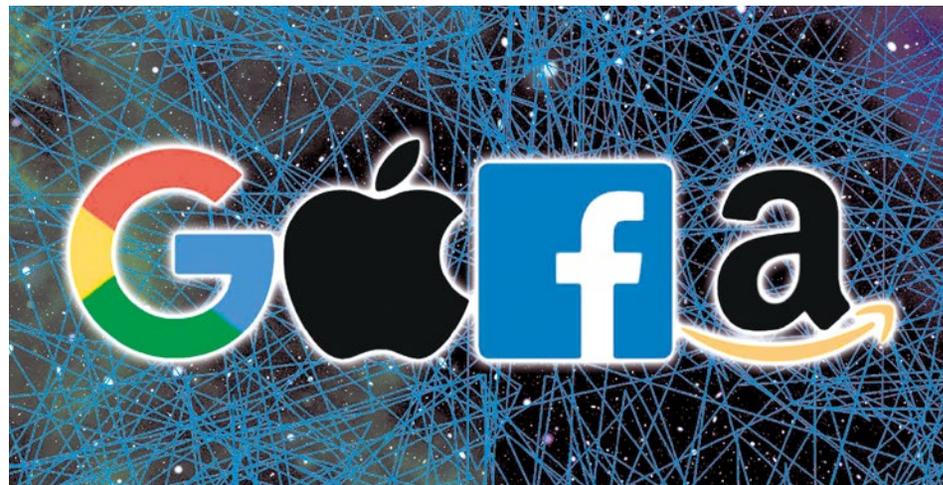
IL S'AGIT EN FAIT DE FORCER LES GÉANTS DU WEB À PAYER ENFIN LEUR PART ET INDEMNISER LES MÉDIAS LORSQU'ILS PIOCHENT AINSI SANS PERMISSION DU CONTENU DANS LES MÉDIAS

À une époque où la probité journalistique et la présence de médias traditionnels sérieux et intègres est plus essentielle que jamais pour contrer la désinformation endémique et la prolifération des fausses nouvelles en lignes (que les estimations les plus conservatrices évaluent être dans une proportion effarante de plus de 60 %), il est absolument primordial de protéger et d'aider les médias, dont plus de 450 ont dû fermer leurs portes depuis deux décennies, et les salles de nouvelles (qui ont dû sabrer plus de 30 % de leurs effectifs depuis 15 ans).

L'adoption du projet de Loi C-18 par le Gouvernement du Canada est donc une démarche cruciale pour aider à sauver les médias et protéger la qualité de l'information diffusée aux citoyens. Il s'agit en fait de forcer les géants du Web à payer enfin leur part et indemniser les médias lorsqu'ils piochent ainsi sans permission du contenu dans les médias. Mais bien sûr, les deux conglomérats ultra-riches et puissants qui envahissent une part démesurée du marché depuis beaucoup trop d'années ne sont pas d'accord. Conséquemment, ceux qu'on ne peut qualifier autrement que de voleurs corporatifs et de « bullies » ont donc décidé de cesser la diffusion de nouvelles canadiennes sur leurs plateformes.

Nullement intimidé, le Gouvernement du Canada, avec en tête le Premier Ministre Justin Trudeau et le Ministre du Patrimoine Pablo Rodriguez, ont répliqué avec fermeté et intelligence en annonçant que le Gouvernement canadien et toutes ses Sociétés d'état cesseront dès maintenant tous placements publicitaires auprès de Meta-Facebook & de Google, une démarche à laquelle s'est rapidement joint le Gouvernement du Québec. Et maintenant plusieurs grandes entreprises ont emboîté le pas pour cesser leurs placements publicitaires auprès de Facebook, d'Instagram et de Google, comme, entre autres, Québecor, La Presse, Cogeco, Radio-Canada.

Dans même ordre d'idée la directrice générale de Radio-Canada Luce Julien y allait d'une suggestion pleine de bon sens en invitant les consommateurs de contenu en ligne à s'informer directement auprès des médias, plutôt que les réseaux sociaux dans leur quête de nouvelles. C'est un message que beaucoup d'organismes québécois ont compris, en larguant ces placements publicitaires en ligne, comme l'a justement déjà fait l'Australie et comme s'apprête à le faire sous peu l'Union européenne. Il est aussi plus que temps pour tous les paliers gouvernementaux, ainsi que pour les corporations et



les grandes entreprises d'ailleurs, de recommencer à annoncer dans les médias traditionnels.

Encore une fois bravo à messieurs Justin Trudeau, Pablo Rodriguez et François Legault et à nos Gouvernements pour avoir fait preuve de leadership et montré l'exemple dans ce dossier. C'est une démarche que tous les médias traditionnels espéraient depuis longtemps. Il était également temps que la grande valeur des vrais médias d'information soit à nouveau pleinement reconnue (en espérant que les placements publicitaires recommencent enfin eux aussi à suivre...). ■



Plaisir d'Artistes

VIEUX-MONTRÉAL
MARCHÉ BONSECOURS

SALON DES ARTS
4-5-6 AOÛT 2023

12^E
ÉDITION
2023

SALON DES ARTISTES

&

ARTISANS DE TALENT!

VENDREDI LE 4 : 10H30 À 19H

SAMEDI LE 5 : 10H30 À 22H *

* SOIRÉE COCKTAIL !!

DIMANCHE LE 6 : 10H30 À 15H

4-5-6 AOÛT

MARCHÉ BONSECOURS

VIBRER ENSEMBLE À MONTRÉAL



■ Samuel Larochelle

Entre deux épisodes de smog, les festivals de la métropole continuent de faire courir les foules et de reconnecter la population avec la puissance de se rassembler autour de la culture d'ici et d'ailleurs. Voici certains des moments forts prévus au cours des prochaines semaines.



© Courtoisie

Bien entamé depuis le 11 juillet, le festival **Nuits d'Afrique** se poursuit jusqu'au 23 juillet, alors que sa 37^e édition accueille des artistes provenant d'une trentaine de pays. Dans les jours à venir, on remarque spécialement la venue tant attendue de la Nigérienne Yemi Alade sur la grande scène du festival, le 19 juillet prochain. Un an après avoir été forcée d'annuler son concert prévu dans le cadre de l'édition de 2022, en raison d'un visa de travail non-obtenu, la reine de l'afropop fera résonner sa voix puissante dans la métropole. Quelques jours plus tard, le spectacle de clôture sera offert par nul autre que Meiway, qui

revient au festival pour la première fois depuis 2016 avec une panoplie de danseurs, de musiciens et de chanteurs qui donneront tout un show!

Chez **Juste Pour Rire**, on ratisse large cet été. Après avoir présenté la comé-

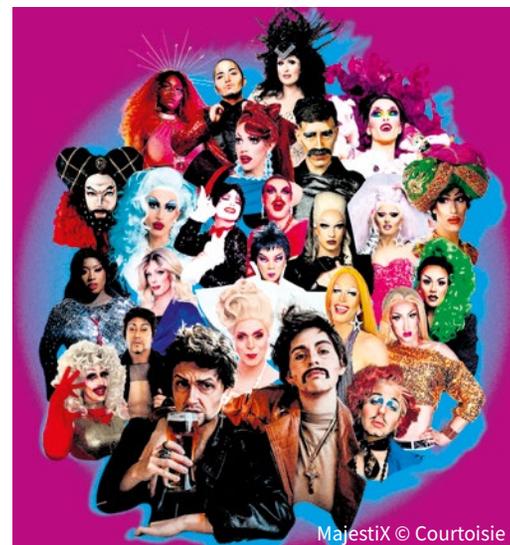
die musicale *Hair* avant le début officiel du festival, l'organisation a prévu un spectacle avec plusieurs humoristes ayant participé à *Big Brother Célébrités* (25 juillet), une nouvelle édition de l'Événement JMP avec Jean-Marc Parent (22 et 23 juillet), une série de représentations de la fabuleuse pièce tragicomique *Mama* (14 au 29 juillet), le grand concert improvisé mené par Arnaud Soly (22 juillet), la lecture dessinée de *Géologaliser l'amour* de Simon Boulerice (21 juillet), le fameux défi que s'est lancé Pierre-Yves Roy-Desmarais en proposant au grand public *La meilleure joke* (27 juillet), la 100^e représentation du spectacle *Créature* de la drag queen Rita Baga (23 juillet), les Bad boys du rire and friends (25 juillet), les deux représentations 100 % drag kings de *Bière et Métal* (23 et 29 juillet), les line-up imaginés par Coco Béliveau (20 juillet), Mélanie Couture (21 juillet), Neev (22 juillet), Eddy King (23 juillet), Pascal Cameron (24 juillet), Richardson Zephir (25 juillet), Étienne Dano (26 juillet), Michèle Desrochers (27 juillet), Alexandre Forest (28 juillet) et Mike Paterson (29 juillet), et des dizaines d'autres propositions.



Hip Hop HaHa (20 juillet) © Courtoisie

Il risque de faire chaud, au propre comme au figuré, au **Parc Jean Drapeau**, dès le début août. D'abord, le festival **Osheaga** fera le plein de vedettes internationales du 4 au 6 août, avec la présence de Billie Elish, Kendrick Lamar, Rūfūs Du Sol, Aya Nakamura, The Flaming Lips, The National, Kim Petras et des dizaines d'autres tous les jours. Puis, les aficionados de la musique house, techno et électro fouleront le même espace quelques jours plus tard, alors que l'événement **ilesoniq** fera vibrer les festivaliers les 12 et 13 juillet prochains, avec Afrojack, Alesso, The Chainsmokers, deadmau5, Above & Beyond, Martin Garrix, Voyd, Elderbrook, Agents of Time, Stephan Bodzin et plus encore.

En parallèle, **Fierté Montréal** célébrera les membres de la communauté arc-en-ciel avec une quantité effervescente de spectacles, d'activités et de conférences qui auront lieu dans le **Quartier latin**, le **Village** et sur l'**Esplanade du Parc olympique** dans Hochelaga-Maisonneuve. Le défilé – malheureusement annulé en 2022, faute de bénévoles en quantité suffisante et d'une organisation assez prévoyante – aura bel et bien lieu le dimanche 13 août. L'édition de *Drag Supertar* (10 août), qui attire parfois plus de 15 000 personnes en plein air, accueillera pas moins de 7 gagnantes des différentes franchises de *RuPaul's Drag Race* (Aquaria, Drag Couenne, Envy Peru, Gisèle Lullaby, Icesis Couture, Vanessa Van Cartier, Yvie Oddly), ainsi que Jimbo, Alexis Mateo, Heidi N Closet, Heaven Genderfck, Laddy Boom Boom, Kerri Colby, Johnny Jones, Landon Cider, Marcia Marcia, Vanity Milan, Océane Aqua-Black et Will Charmer. On aimerait également attirer votre attention sur le spectacle *MajestiX*, réunissant le meilleure de la drag locale et offrant souvent un résultat supérieur aux méga-vedettes de *Drag Race*, avec les drag kings Rock Bière et RV Métal à l'animation, le 12 août. Le 3 août, l'humour queer sera à l'honneur durant le spectacle *Me joke-tu*, animé par les formidables artistes acadiennes Chiquita Mère et Sami Landri, avec Justine Philie, Erika Suarez, Charlie Morin, Maxime Ève Gagnon, Portia K et Kè Xin Li. Le 9 août, la soirée *Immix* réunira au **Parc olympique** Joe Bocan, Édith Butler, Coco Béliveau, Klô Pelgag, Lumière, Naomi, Blaxck Cxspers, Cassa, Jade Above, Kanen, Samuele, River et Studio ZX. Quelques jours plus tard, la vedette internationale Mýa fera elle aussi courir les foules, le 11 août. ■



MajestiX © Courtoisie

Desjardins présente

POINTE-À-CALLIÈRE

ÉGYPTE

• TROIS MILLE ANS SUR LE NIL •

Jusqu'au 15 octobre 2023

Cette exposition est réalisée par Pointe-à-Callière, en collaboration avec le Museo Egizio.

POINTE-À-CALLIÈRE Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal

MUSEO EGIZIO

AIR CANADA CARGO

INTERCONTINENTAL MONTREAL

la Presse

TOURISME/MONTREAL

Montréal

© Museo Egizio / Illustration : © Marie-Ève Turgeon



De la planche
à découper



au compost.

Les pelures d'oignon de votre souper, les coquilles d'œufs de votre brunch, les restants de lunch des enfants et même la carcasse du poulet que vous vous êtes fait livrer vont au compost. **Composter, c'est facile comme ça.**



Pour découvrir tout ce qui se composte, visitez ce code QR avec la caméra de votre téléphone intelligent.



MICHÈLE BOUCHARD / 514-933-5800

Courtier Immobilier Résidentiel & Commercial
514-983-5695 • mbouchard@sutton.com

ELODIE BOUCHARD

McGill BCom, Courtier Immobilier Résidentiel & Commercial
514-688-5695 • ebouchardimmo@gmail.com

VISITEZ NOTRE SITE INTERNET : MBOUCHARD.CA



GROUPE SUTTON
CENTRE-OUEST
sutton.com

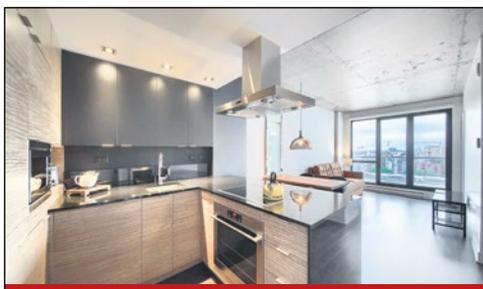


32 DES SOEURS GRISES

TRÈS GRAND LOCAL COMMERCIAL, comprenant 7 bureaux fermés, 2 salles de conférence, 2 salles de bain avec douche, plus des espaces ouverts, et en prime, 3 espaces de garage, localisation exceptionnelle, à quelques minutes du métro Square Victoria.

1 600 000 \$

MLS # 26276304



705 WILLIAM # 1208

Situé dans le magnifique immeuble du 21^e Arrondissement, grande chambre avec lit king size et walk-in, unité avec vue dégagée, orientation Ouest, luminosité, grand balcon, espace de rangement au sous sol et garage inclus dans le prix, électros haut de gamme, vous serez sous le charme.

499 000 \$

MLS # 27033187



65 ST-PAUL OUEST # 110

Loft avec 2 chambres, 2 salles de bains, belle cuisine avec grand comptoir de quartz ouverte sur la salle à manger et le salon, plafond très haut.

730 000 \$

MLS # 13887540



243 DEMOSTHENOUS - GRÈCE

Agia Marina, île d'Égine, 90 mins en bateau d'Athènes, propriété 2 étages, à 180m d'une plage, entourée d'une forêt de pins. Au r.d.c., **5 suites au total 118m²**, chacune avec cuisine et salle de douche, pour louer et au 1^{er}, **138,7m²** avec 1 s.d.b., 1 salle d'eau, 4 ch, s.à.m., salon, cuisine et terrasse pour habiter.

638 500 \$

MLS # 22749747

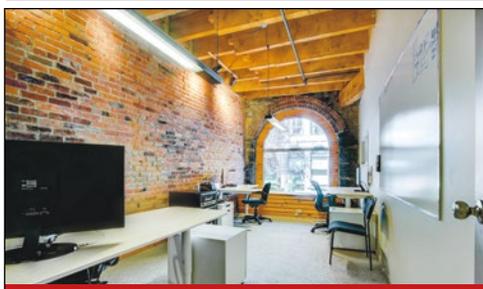


415 ST-GABRIEL # 302

Loft, sur un coin, luminosité exceptionnelle, chambre avec walk-in, possibilité de faire une 2^e chambre, cuisine ouverte sur la s.à.m et le salon, espace de vie magnifique et très agréable pour recevoir, rangement et garage intérieur inclus, terrasse commune sur le toit avec BBQ.

799 000 \$

MLS # 20507019

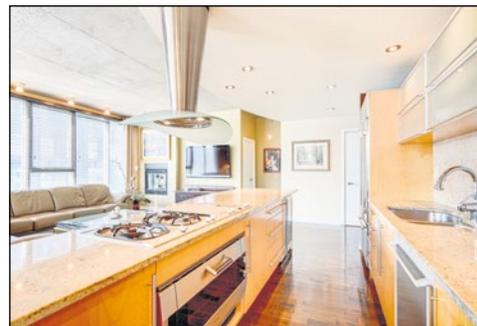


54 LE ROYER OUEST

LOCAL COMMERCIAL magnifique et grand local de plus de 3000pc situé à la Caserne, style split-level, sur plus de 2 niveaux. Ce local se trouve du côté jardin des Cours le Royer avec votre entrée privée, 7 bureaux fermés + une salle de conférence et bien plus encore.

1 200 000 \$ + tx

MLS # 26997348

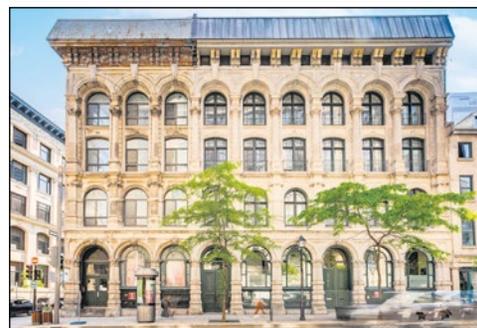


777 GOSFORD PH 706

Penthouse, 2 ch, 2 sdb, 2 garages, 2 rangements, grande terrasse privée orientation Ouest, foyer au gaz traversant salon et chambres des maîtres, cuisine ouverte sur salon et s-à-m, électros haut de gamme, vue sur la ville et la montagne, piscine et terrasse commune sur le toit.

1 088 000 \$

MLS # 23526404



404 MCGILL # 503

Grand loft de plus de 2000pc, à rénover, 3 chambres, cachet, planchers de bois, mur de brique, terrasse privée avec orientation Ouest.

995 000 \$

MLS # 288096610



7900 CH. DE LA COTE ST-LUC # 410

Condo entièrement rénové, un pur bijou, 1 chambre, un coin bureau, un walk-in, cuisine avec comptoir de quartz, plancher engineering en chêne blanc, grand salon avec accès à la terrasse, ainsi qu'un garage inclus dans le prix.

375 000 \$ + tx

MLS # 11471224



425 RUE RACHEL EST, PLATEAU

GRAND LOCAL COMMERCIAL de 1745 pc avec entrée indépendante et pignon sur rue, idéal pour commerce de détails situé près des commerces luxueux, hauteur des plafonds de plus de 11 pieds et grandes vitrines.

849 000 \$ + tx

MLS # 13090282

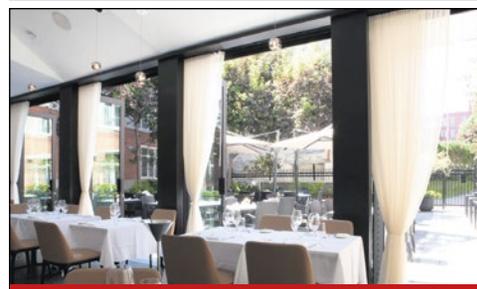


750 CÔTE PLACE D'ARMES # 51

Condo, unité de coin, 2 chambres, 2 s.d.b. celle des maîtres est ensuite, planchers de bois à l'exception de la cuisine et des s.d.b., magnifique cuisine ouverte sur la salle à manger et le salon, comptoir de marbre, vues sur l'hôtel place d'Armes et le jardin, éclairage exceptionnel.

819 000 \$

MLS # 24269199



414 ST-SULPICE # 411

CONDO-HÔTEL au chic St-Sulpice ou vous pouvez habiter 67 jours par année, au coeur du Vieux-Montréal, restaurant dans le magnifique jardin et beaucoup plus encore. Vous recevrez un revenu mensuel basé sur le taux d'occupation.

280 000 \$ + tx

MLS # 21416832